l'Humanité

PAYS :France
PAGE(S) :9
SURFACE :65 %
PERIODICITE :Quotidien

RUBRIQUE :Société et solidarités
DIFFUSION :40562
JOURNALISTE :Dorine Goth

► 6 septembre 2017 - N°22255

IMMIGRATION

«Nos équipes constatent une véritable chasse à l'homme»

Un dispositif policier empêche désormais toute réinstallation de campements de migrants autour du centre humanitaire de la Chapelle, à Paris. Une politique de dispersion qui complique le travail des associations sans régler le problème de fond.

Le cycle semble s'être brisé. Après la 35e évacuation de campements de migrants porte de la Chapelle, le 18 août, les alentours du fameux centre humanitaire Paris-Nord sont vides. Désormais, seule la file d'attente qui ne faiblit pas témoigne de l'arrivée de dizaines de nouveaux migrants chaque jour dans la capitale. Mais plus aucune tente ni aucun sac de couchage ne s'entasse sur les trottoirs et en bordure du périphérique. De quoi laisser penser que la promesse, fin juillet, d'Emmanuel Macron de n'avoir *«plus personne à la rue d'ici à la fin de l'année»* est déjà tenue… Ce n'est évidemment pas le cas.

Cette disparition des campements sauvages de ces derniers mois est juste le fruit du nouveau dispositif policier, ultrarépressif, mis en place par la préfecture afin d'éviter toute *«réinstallation»*. Fourgons de CRS aux carrefours, fonctionnaires armés en stationnement… Le message est clair dès la sortie du métro : les migrants ne sont plus les bienvenus. Une quarantaine de policiers sont directement chargés de *«lutter contre l'occupation indue de l'espace public»*.

400
C'EST LE NOMBRE DE MIGRANTS PRÉSENTS QUOTIDIENNEMENT DANS PARIS, SELON FRANCE TERRE D'ASILE.

Une politique d'affichage qui s'accompagne d'un harcèlement systématique dénoncé par les associations. *«Depuis une dizaine de jours, nos équipes constatent une véritable chasse à l'homme, qui vise à repousser les migrants pour les éloigner et les rendre invisibles»*, explique Françoise Sivignon, présidente de Médecins du monde. Certains sont peut-être hébergés par le 115. Mais beaucoup se retrouvent dans les quartiers proches. Des Afghans dorment dans le jardin Villemin, près de la gare de l'Est, ou boulevard de la Villette, devant les locaux de France Terre d'asile. D'autres encore se sont installés vers l'avenue Jean-Jaurès et le canal Saint-Denis. Une dispersion qui complique grandement le travail des associations envers ce public vulnérable.

La forte présence des policiers inquiète Emmaüs Solidarité

«Avant, les distributions de repas étaient systématiquement faites porte de la Chapelle, souligne Antoine Bazin, coordinateur de l'association Utopia 56. *Maintenant, on s'établit où on peut et, à terme, on risque de devoir organiser des maraudes si on veut pouvoir toucher un maximum de personnes, ce qui est plus long et plus compliqué à mettre en place.»* Mardi de la semaine dernière, le petit déjeuner a été distribué sur un terre-plein du boulevard de la Chapelle, situé à quelques centaines de mètres de la porte et du centre humanitaire. Seulement 300 repas ont pu être donnés alors que l'association estime à plus de 500 le nombre de personnes installées dans les environs. Dans leur volonté de faire place nette, les forces de l'ordre se seraient même permis d'interrompre les activités de Médecins du monde alors que le camion de l'ONG était présent pour prodiguer des soins. *«Notre espace d'intervention humanitaire est volontairement réduit, nous ne pouvons plus effectuer notre travail correctement»*, prévient Françoise Sivignon.

La forte présence des policiers inquiète également Emmaüs Solidarité, l'association gestionnaire du centre humanitaire. *«Pour entrer, il faut passer maintenant un cordon de police, cela peut intimider les migrants et en*

Tous droits de reproduction réservés

l'Humanité

PAYS :France
PAGE(S) :9
SURFACE :65 %
PERIODICITE :Quotidien

RUBRIQUE :Société et solidarités
DIFFUSION :40562
JOURNALISTE :Dorine Goth

► 6 septembre 2017 - N°22255

dissuader certains », explique Aurélie El Hassak-Marzorati, la directrice générale adjointe qui rappelle que, pour Emmaüs, « *l'inconditionnalité de l'accueil est non négociable* ».

L'association est confrontée depuis des semaines à une saturation des 400 places disponibles. Notamment parce que les capacités d'orientation à la sortie du centre fondent comme neige au soleil. « *En moyenne, nous enregistrions 250 entrées et sorties par semaine, ce qui est un rythme déjà insuffisant. La semaine dernière on est tombé à 166, lundi à 23, mardi à 18, et il y a une absence totale de visibilité pour les jours à venir* », déplorait hier Aurélie El Hassak-Marzorati, qui brandit même la menace de ne pas ouvrir le centre lundi prochain – une première depuis son inauguration en novembre 2016 – si elle n'obtient pas d'ici là des garanties de l'État. « *Il faut un engagement fort, sinon on ne pourra pas continuer et on réfléchira alors à sortir totalement du dispositif.* » Une urgence à laquelle le gouvernement ferait bien de s'atteler plutôt que de s'obstiner à multiplier les évacuations manu militari.

DORINE GOTH ET LAURENT MOULOUD

POUR MACRON, LA FRANCE EXPULSE « BEAUCOUP TROP PEU »

Emmanuel Macron durcit le ton. Dans son discours aux préfets, le chef de l'État a annoncé hier une « refondation complète » de la politique d'asile et d'immigration, à travers une nouvelle loi élaborée début 2018, en prenant l'Allemagne pour modèle. L'heure est à la fermeté. « *Nous reconduisons beaucoup trop peu* », a martelé le président de la République, qui reproche de laisser « *s'installer des centaines de milliers* » de personnes dans un « *no man's land administratif* ». Le projet de loi piloté par l'Intérieur devrait, selon Emmanuel Macron, comporter plusieurs dispositions visant à « *améliorer les retours vers les pays d'origine* ».

Tous droits de reproduction réservés